

CONFERENCE – FORUM MONDIAL CONVERGENCES

Paris, France – 5 septembre 2016 (11h45 – 13h15)

Palais Brongniart – Salon d'honneur

Développement et insécurité au Sahel : Comment promouvoir le développement dans un contexte d'insécurité ?

-

Insecurity and development in the Sahel: How to promote development in a context of insecurity?

Déroulé de la conférence

-

"L'Afrique est un baril de poudre et la poudre, c'est sa démographie", Jean-Marc Châtaigner
(Introduction de la conférence sécurité et développement, Convergences)

Sylviane Guillaumont Jeanneney est revenue sur les trois problématiques clefs au Sahel qui ont été soulignées dans l'ouvrage de plaidoyer de la Ferdi :

1. En 2014, le coût de l'effort militaire de la France au Sahel (surcroît de coûts dû à l'opération Barkhane et contribution EUTM et MINUSMA) a été bien supérieur à ses versements d'aide programmable augmentée de l'aide d'urgence (APA). Ce déséquilibre, qui s'est renforcé au cours des dix dernières années, risque de confiner la France au rôle de gendarme du Sahel, sans véritables relais de coopération civile aux interventions militaires, tandis que les autres puissances joueraient le rôle principal dans le domaine économique et social. Il est donc indispensable que la France augmente son aide au Sahel ce qui implique un accroissement des dons à la disposition de l'AFD.

2. Il existe un hiatus dangereux entre la conception de la sécurité de la Communauté internationale, préoccupée par le terrorisme djihadiste, et celle des populations – davantage marquées par le banditisme et le racket qu'elles subissent au jour le jour. La communauté internationale est réticente à financer les forces armées nationales de telle sorte que les dépenses africaines (armées, police, gendarmerie) restent au total inférieures à celles de la communauté internationale, même si, croissantes, elles pèsent très lourd dans les budgets des Etats sahéliens. Le cercle vicieux de l'insécurité ne pourra pas être rompu sans un investissement important dans la lutte contre la petite criminalité et les trafics et il est donc indispensable de permettre aux gouvernements d'accroître leurs dépenses de sécurité.

3. Le Sahel a de multiples potentialités économiques mais toutes requièrent une population éduquée. Les taux de scolarisation primaire au Sahel ont connu une croissance très rapide au cours des vingt dernières années, accompagnée d'une dégradation de la qualité de l'enseignement. Compte tenu de la croissance démographique, le seul objectif de les maintenir à leur niveau actuel et d'en rétablir la qualité implique un effort gigantesque, hors de portée des seuls budgets africains. Or la communauté internationale a diminué la part de son aide à l'éducation. De multiples actions sont possibles mais qui impliquent un engagement des bailleurs et de la France en particulier dans la durée.

Olivier Ray, est revenu sur le bilan de l'intervention de la communauté internationale dans les pays en crise et post crise. Ce dernier est très mauvais en matière de gestion et de prévention des crises. *"Il faut parler de notre rôle d'accompagnement dans ces régions avec humilité car notre bilan est modeste"*, Olivier Ray. Ce constat doit aujourd'hui pousser les décideurs à arrêter de répéter les mêmes erreurs et à mettre en place des approches innovantes, collectives et intégrées de développement en favorisant la combinaison des savoirs faire entre les militaires, humanitaires et développeurs. Mais derrière ce concept aussi appelé « approche globale », il faut faire très attention au type d'articulation à adopter. En effet, *"acteurs du développement et armée ont une finalité commune : la paix, mais des objectifs intermédiaires différents. [...] Il faut savoir combiner les savoir-faire entre communautés professionnelles ; décloisonner sans mélanger les rôles."*, Olivier Ray.

Olivier Ray est également intervenu sur le fait que la « sécurité du quotidien » est souvent la grande oubliée des dispositifs de sécurité mis en place au Sahel : *"Lors d'une crise, la communauté internationale arrive souvent trop tard et part trop tôt : c'est l'effet CNN"*, Olivier Ray. Il est possible d'agir pour traiter les facteurs de fragilité qui constituent le terreau de la violence ; pour cela, il faut que les bailleurs cessent de focaliser leur attention sur les zones de crise en dépit des zones de contagion périphériques. Il est aujourd'hui temps de renforcer l'action collective à l'échelle internationale ainsi que les moyens d'intervention en subventions.

Marc Vergnet est revenu sur l'expérience de son entreprise VERGNET HYDRO au Sahel en montrant que le secteur privé avait des intérêts économiques importants au Sahel ainsi qu'un rôle à jouer dans sa sécurisation. *« Maintenir, développer les activités traditionnelles dans le monde rural en zone d'insécurité, c'est créer des îlots de résistance à l'insécurité. Il est important de développer les activités pastorales à partir de points d'eau alimentés par le solaire. Il faut améliorer les cultures traditionnelles par de petits aménagements hydro-agricoles, comme par exemple les aménagements de bas-fonds avec diguette en courbe de niveau (plusieurs milliers d'hectares ont été réalisés avec succès dans les années 80). Il faut organiser les collectivités locales pour qu'elles se structurent et gèrent des équipements collectifs (adduction d'eau avec affermage, moulins à mil, centre de recharge de téléphones et de batteries etc...). De telles actions ont été menées dans le passé*

avec succès et pourraient bénéficier de nouveaux outils techniquement et économiquement adaptés au monde rural comme le solaire photovoltaïque. » Marc Vergnet.

Pour intervenir dans les zones d'insécurité, il est possible d'engager un vaste programme de formation (dans les zones sécurisées) de techniciens animateurs et de petits opérateurs des zones insécurisées. Ces derniers apprendront ainsi toutes les bases d'une profession (qui demande peu de qualifications) et acquerrons des contrats et des marchés contrôlés par les structures décentralisées de l'Etat. *« C'est une expérience que VERGNET HYDRO a vécue au travers de 3 000 artisans mécaniciens intervenant en tous lieux. C'est une expérience en cours dans le cadre d'un projet d'hydraulique pastorale engagé par la société MASCARA et le bureau d'études AVENTUS avec un responsable touareg dans la région d'Agadez. », Marc Vergnet.*

Tertius Zongo a insisté sur le fait que le coût de l'inaction au Sahel était plus élevé que le coût de l'intervention. En effet, la guerre implique l'arrêt du développement, l'augmentation des intégrismes (les écoles coraniques prennent de plus en plus la place du public), l'exode rural et surtout davantage de pertes humaines. De plus, les pays sahéliens se trouvent dans une trappe à pauvreté dont il est nécessaire de sortir.

Dans les pays sahéliens, l'activité agro pastoral occupe au moins 80% de la population mais il existe un paradoxe : alors que ces pays ont affiché des taux de croissance acceptables ces deux dernières décennies, la contribution du secteur primaire au PIB diminue. S'il faut créer de la richesse et de la croissance, c'est sur les zones rurales qu'il faut agir et investir. *"Pour endiguer l'appauvrissement des campagnes, il faut mettre l'accent sur la productivité du secteur agricole !", Tertius Zongo.* Pour cela, il est nécessaire de s'adapter aux réalités du territoire et de moderniser l'agriculture : par exemple, en permettant aux paysans d'acheter des engrais ou des semences améliorées. Il est également nécessaire de développer d'autres sources de revenus car la population agricole est vieillissante ; cela signifie donner la possibilité aux jeunes de rester en zone rurale en développant d'autres activités.

Les collectivités ont un rôle particulier à jouer pour sortir de la trappe à pauvreté. La formation des élus locaux est donc une étape obligée ainsi que, dans le cadre de la décentralisation, permettre le transfert des compétences (sur les aspects économiques, le développement, etc.). Tertius Zongo a également rappelé la nécessité de résoudre les problèmes d'insécurité quotidienne : *"Les forces de sécurité doivent remplir de réelles missions de protection civile pour assister les populations", Tertius Zongo.*

Camille Laville
14/09/2016